

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 26 NOVEMBRE 1924.

Projet de loi relatif à la rétribution de certaines catégories d'agents de l'État, à la revision des règlements organiques, à la liquidation des pensions et au prélèvement des retenues au profit des institutions de prévoyance.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

La plupart des traitements à charge du Trésor sont fixés par le Gouvernement.

Mais il en est quelques-uns qui ne peuvent être modifiées sans l'intervention de la Législature, soit qu'ils aient été arrêtés antérieurement par une loi, soit que la Constitution contienne des stipulations à leur égard ou que le principe de la séparation des pouvoirs soit en cause.

Les traitements de l'espèce sont les traitements :

- a) Des membres de l'ordre judiciaire (Const. belge, art. 102);
- b) Des membres de la Cour des comptes (loi du 7 août 1920);
- c) Des membres du Conseil des mines (loi du 9 août 1920);
- d) Des membres du clergé du culte catholique (loi du 10 août 1920);
- e) Des députés permanents (loi du 20 juillet 1920);
- f) Des instituteurs communaux (loi organique de l'enseignement primaire, art. 29 et suivants).

Ces traitements ne peuvent être révisés par arrêté royal et c'est à la Législature qu'il appartient de décider s'ils seront relevés, comme tous les autres, dans le cadre de la nouvelle péréquation.

Il est à remarquer que le droit de réviser le barème des traitements des professeurs et administrateurs-inspecteurs des universités de l'État a été conféré

au Gouvernement pour une éventualité qui se réalise aujourd'hui. L'article 2 de la loi du 25 juin 1922 modifiant la loi organique de l'enseignement supérieur donné aux frais de l'État contient, en effet, la disposition suivante :

« Si, en raison des fluctuations du coût de la vie et par voie de mesure générale, les traitements des fonctionnaires et agents de l'État sont modifiés, le Gouvernement pourra reviser le barème établi par l'article premier ci-dessus, en se conformant aux règles suivant lesquelles les barèmes des autres agents seront éventuellement modifiés. »

La même délégation a été consentie dans les mêmes termes quant à la rétribution des professeurs civils de l'École militaire, par la loi du 16 décembre 1922 modifiant celle du 25 août 1920.

Elle a été accordée également, en ce qui concerne le greffier provincial, par l'article 3 de la loi du 20 juillet 1920, dans les termes suivants :

« Un arrêté royal détermine les autres avantages : indemnité de résidence, indemnité familiale, dont le greffier provincial jouit à l'instar des autres fonctionnaires de l'État ; il alloue également à ce fonctionnaire les relèvements de traitement résultant pour lui de mesures générales qui seraient prises éventuellement en faveur du personnel de l'État ».

D'autre part, le Législateur a confirmé récemment la délégation donnée au Gouvernement pour fixer les traitements du personnel des établissements d'enseignement moyen dirigés par l'État (Lois des 13 juin 1881, art. 8 et 41 juillet 1923, art. 1^{er}).

Pour que le relèvement général des traitements soit complet, il reste donc à établir à nouveau la rétribution de la magistrature, de la Cour des Comptes, du Conseil des Mines, du clergé catholique, des députés permanents et des instituteurs.

Le Gouvernement, se conformant à une tradition déjà ancienne, laisse à la Chambre l'initiative de prendre les mesures qui s'indiquent en faveur des membres de la Cour des Comptes et, sous réserve de cette remarque, il a limité ses propositions aux autres catégories d'intéressés.

Il a cru devoir isoler ces propositions par groupe d'intéressés pour faciliter la coordination ultérieure des lois organiques.

Toutefois, il a paru également désirable de préciser, sous un chapitre préliminaire, la caractéristique de la rétribution principale sous le régime nouveau.

Le traitement proprement dit comprend une partie fixe, qui est stabilisée, et éventuellement une partie mobile qui entre en action dès que l'indice simple de l'augmentation des prix de détail dépasse le nombre 300.

L'élément mobile ne peut être assimilé à une indemnité de vie chère. Il fait, comme l'élément stable, partie intégrante de la rétribution principale et doit, par le fait même, rester fonction des services rendus et de la cherté de la vie traduite par la hauteur de l'indice.

Les articles 1 et 2 du projet de loi précisent l'application de la partie mobile.

A côté du traitement proprement dit, les intéressés jouiront des indemnités de résidence et de famille qui sont accordées à la généralité des agents de l'État.

En ce qui concerne ces allocations accessoires, on s'en réfère à ce qui est réalisé par arrêté royal pour la majorité du personnel. L'intervention exclusive du Gouvernement est, d'ailleurs, imposée en ce domaine, par la nature même des choses, les allocations de l'espèce n'ayant pas encore le caractère de stabilité qui permet de les considérer comme définitivement acquises aux conditions proposées.

L'indemnité de résidence n'a été maintenue que dans quatre centres privilégiés où la cherté de toutes choses impose un régime à part. Le bénéfice en est refusé aux célibataires.

L'indemnité de famille est accordée pour les enfants à charge âgés de moins de 21 ans : elle est mensuellement de 30 francs pour chacun des deux premiers enfants, de 40 francs pour le troisième et de 50 francs pour chacun des suivants.

Toutefois, un régime spécial, moins lourd pour le Trésor, est proposé pour les magistrats, à leur demande.

* * *

Les chapitres qui suivent sont réservés à chacun des groupes d'intéressés, ainsi qu'il a été dit.

Les explications nécessaires forment l'objet des développements qui suivent et qui sont également présentés séparément pour les mêmes groupes.

Le chapitre II est consacré aux traitements de l'ordre judiciaire.

La première Section, chargée de la revision des traitements de l'ordre judiciaire, a adopté, pour les greffiers et les employés des tribunaux, le système dégressif préconisé par la seconde Section, mais elle l'a écarté du régime applicable aux magistrats; elle propose le triplement des traitements sans restriction.

Le Gouvernement tout en reconnaissant que la magistrature, qui représente un des grands corps de l'État et qui exerce une part de la souveraineté, doit occuper un rang plus élevé que les agents et fonctionnaires de l'ordre administratif, a pensé que, dans les conjectures présentes, la proposition de la seconde Section apparaîtrait comme peu équitable et peu conforme à l'esprit de solidarité qui impose à tous une part de concession à la règle commune.

En conséquence, il propose d'appliquer certaine compression aux traitements supérieurs de l'ordre judiciaire, de telle manière que le triplement n'opère intégralement que pour les traitements inférieurs et moyens.

Indépendamment du traitement, les magistrats et les greffiers jouissent d'augmentations périodiques qui ont été successivement fixées à 300 francs puis à 500 francs. La première Section propose de porter ces augmentations à 600 francs pour les greffiers et à 1,000 francs pour les magistrats, réparties les unes et les autres par périodes triennales et limitées au maximum de 6,000 francs. Le projet réalise les modifications suggérées,

Pour la partie mobile de ces traitements, il est fait usage des règles applicables aux fonctionnaires de l'ordre administratif.

L'indemnité de résidence dans les centres privilégiés est celle qui a été adoptée pour l'ensemble du personnel de l'État.

En ce qui concerne l'indemnité familiale, un régime différent est proposé pour les magistrats à raison des exigences de leur milieu social.

* * *

Le chapitre III concerne les traitements des membres du Conseil des Mines.

Le législateur a toujours établi une certaine analogie entre les traitements des membres du Conseil des Mines et ceux des membres de l'ordre judiciaire. En formulant ses propositions, le Gouvernement s'est efforcé de maintenir les assimilations antérieures.

* * *

Au chapitre IV, on trouve les traitements des membres du clergé catholique.

Ces traitements ont été fixés en s'inspirant des principes qui ont guidé la Commission. D'accord avec l'autorité ecclésiastique, le Gouvernement a modifié sur certains points les propositions de la Commission de manière à régler d'une manière plus rationnelle l'ensemble des traitements ecclésiastiques. Il en résulte une réduction assez sensible des charges qui devaient incomber au Trésor public.

* * *

Au chapitre V, le traitement des députés permanents est porté de 8,400 francs à 12,000 francs.

A ce traitement ne sont ajoutées ni la partie mobile, ni les indemnités de résidence et de famille. Il ne s'agit pas, en effet, de rémunérer un emploi absorbant toute l'activité du titulaire et mettant celui-ci dans l'impossibilité de se créer des ressources supplémentaires.

* * *

Le chapitre VI est relatif au traitement des instituteurs primaires.

Indépendamment du traitement proprement dit (partie fixe et partie mobile) et des indemnités de famille et de résidence qui sont accordées aux agents de l'État, le projet prévoit, pour les instituteurs qui n'ont pas la jouissance d'un logement scolaire, une indemnité de logement variant entre 200 et 1000 francs et, pour les chefs d'école, une indemnité de direction qui ne peut être inférieure à 400 francs ni supérieure à 1000 francs.

Le tableau ci-après montre, plus clairement que ne pourrait le faire de longs développements, dans quelle mesure le Gouvernement propose de relever, dans son ensemble, le traitement du personnel enseignant des écoles primaires.

Traitement légal des instituteurs primaires.

Traitement au 1^{er} janvier 1925.

	Barème de 1914.	Barème actuel.	Barème proposé.
A. — Agglomération bruxelloise (1).			
1 ^o Instituteur entré en fonctions le 1 ^{er} octobre 1924, célibataire (âge : 20 ans; service : début)	1,600	6,300	7,400
2 ^o Instituteur entré en fonctions le 1 ^{er} décembre 1913, marié, 2 enfants (âge : 34 ans; services : 11 ans)	2,500	9,330	11,170
3 ^o Chef d'école (8 classes), entré en fonctions le 1 ^{er} octobre 1894, marié, 2 enfants (âge : 50 ans; services : 30 ans)	3,800	11,330	15,520
B. — Communes de 5,001 à 40,000 habitants.			
1 ^o Instituteur entré en fonctions le 1 ^{er} octobre 1924, célibataire (âge : 20 ans; services : début) fr.	1,400	6,100	7,200
2 ^o Instituteur entré en fonctions le 1 ^{er} octobre 1913, marié, 2 enfants (âge : 34 ans; services : 11 ans)	2,100	8,930	10,020
3 ^o Chef d'école (8 classes), entré en fonctions le 1 ^{er} octobre 1894, marié, 2 enfants (âge : 50 ans; services : 30 ans)	3,400	10,930	14,120
C. — Communes de 5,000 habitants et moins.			
1 ^o Instituteur entré en fonctions le 1 ^{er} octobre 1924, célibataire (âge : 20 ans; service : début)	1,350	6,000	7,100
2 ^o Instituteur entré en fonctions le 1 ^{er} octobre 1913, marié, 2 enfants (âge : 34 ans; services : 11 ans)	2,000	8,730	9,820
3 ^o Chef d'école (4 classes) entré en fonctions le 1 ^{er} octobre 1894, marié, 2 enfants (âge : 50 ans; services : 30 ans)	3,200	10,520	13,720

(1) Dans les agglomérations anversoise, liégeoise et carolo-regienne, le traitement légal est à peu près le même que dans l'agglomération bruxelloise; il en diffère seulement par l'indemnité de résidence qui est inférieure de 180 à 200 francs.

Ce tableau comprend des hypothèses empruntées à des communes de toutes catégories (grandes villes, localités moyennes, petites communes) et se rapportant à différents stades de la carrière.

Les chiffres montrent que dans la plupart des cas le coefficient d'augmentation, appliqué au revenu de 1914, se rapproche de 5.

Ainsi, dans les grandes agglomérations, le traitement légal (partie fixe, partie mobile et indemnités) d'un instituteur *débutant*, célibataire, passe de 1,600 francs en 1914, à 7,400 francs. Après une dizaine d'années de fonctions, son revenu est de 11,170 francs au lieu de 2,500 francs, et, s'il devient chef d'école au bout de trente ans, son traitement légal, qui aurait été en 1914 de 3,800 francs, atteindra 15,520 francs.

Dans les localités moyennes, les mêmes situations donnent respectivement 7,200 francs au lieu de 1,400 francs; 10,020 francs au lieu de 2,400 francs et 14,120 francs au lieu de 3,400 francs.

Enfin, dans les communes de moins de 5,000 habitants, les situations sont relevées comme suit : 7,100 francs au lieu de 1,350 francs; 9,820 francs au lieu de 2,000 francs et 13,720 francs au lieu de 3,200 francs.

Personne ne contestera l'importance de ces relèvements. Au total, ils grèveront le Trésor public d'une surcharge de 50,000,000 de francs environ.

Il n'est peut-être pas inutile de faire remarquer, en ce qui concerne spécialement la *partie fixe* du traitement, que si le taux actuel (4,800 francs) n'en est pas augmenté, c'est parce que le taux de 1914 (1,100 et 1,200 francs) a déjà été relevé d'une façon exceptionnelle par l'incorporation, en 1920, de la moitié de l'indemnité de vie chère : cette incorporation leur demeure acquise et, en outre, la partie mobile nouvelle leur est intégralement accordée. En réalité, ils ont donc bénéficié par anticipation du relèvement de la partie fixe de leur revenu.

Signalons, d'autre part, quelques modifications qui sont apportées à certaines dispositions légales en vigueur.

Parmi les éléments qui, aux termes de l'article 29 de la loi organique, composent le traitement de l'instituteur, figure l'indemnité de logement citée plus haut. Si cette indemnité est spécialement accordée au personnel enseignant des écoles primaires, c'est que, habituellement, les bâtiments scolaires comprennent une habitation pour l'instituteur : les membres du personnel qui ne jouissent pas de cet avantage en nature, obtiennent une indemnité compensatoire. En fait, l'indemnité de logement — comme son appellation, du reste, l'indique — répond donc à un besoin précis, déterminé. Or, si ce besoin est commun à tous — et c'est ce qui justifie l'octroi de l'indemnité ordinaire, c'est-à-dire simple, à tous les membres du personnel enseignant indistinctement — il n'a pas pour tous la même étendue.

Normalement, les frais de logement sont présumés plus considérables : 1° pour les chefs d'école, en raison de leur rang même et des obligations spéciales que comportent leurs fonctions; 2° pour les instituteurs mariés, en raison du ménage dont ils ont la charge. Et c'est pourquoi, dans ces deux hypothèses, l'indemnité de logement est doublée.

Mais, si l'indemnité double se justifie pour les *instituteurs mariés*, il n'en est

pas de même en ce qui concerne les *institutrices mariées*. En effet, en droit, les charges de famille incombent, en ordre principal, au mari; en fait, dans la généralité des cas, le mariage comporte pour la femme non pas une surcharge, mais, au contraire, un avantage matériel.

Le projet propose donc de réserver l'indemnité *double* aux seuls *instituteurs mariés* et de la supprimer pour les *institutrices mariées*.

Les considérations qui précèdent font aussi apparaître l'illégitimité de la disposition d'après laquelle le mari et la femme, qui exercent leurs fonctions dans une école de la même commune, obtiennent, outre le logement ou l'indemnité double de logement, une indemnité de logement simple. Les deux intéressés vivant sous le même toit, l'indemnité supplémentaire ne répond pas à un besoin réel. Désormais, quelle que soit la commune où ils exercent leurs fonctions, les deux conjoints ne pourront prétendre qu'à un seul logement ou à une seule indemnité de logement double, sans plus.

Une autre modification concerne le traitement des maîtres spéciaux dans les écoles primaire. Actuellement, ces agents sont rénumérés *uniformément* à raison de 4 % du revenu des instituteurs, par heure hebdomadaire de cours. Or, les intéressés sont de deux sortes :

Les uns, porteurs du diplôme d'instituteur primaire ou de régent, ont acquis, en outre, un certificat spécial pour l'enseignement de la branche qu'ils professent; les autres ne possèdent qu'un certificat de capacité pour la branche déterminée qu'ils enseignent; et même une certaine catégorie, les maitresses de coutures dans les petites écoles mixtes, n'ont souvent aucun titre et sont soumises à une simple épreuve devant l'inspection.

Il n'est ni logique, ni équitable de les placer tous sur le même pied. Le projet accorde donc aux derniers une rémunération moindre.

Le troisième point intéresse le personnel des écoles gardiennes. Sous le régime actuel, les institutrices gardiennes qui ont le diplôme primaire reçoivent le traitement d'institutrice d'école primaire, supérieur à celui d'institutrice d'école gardienne, bien que leur préparation, du moins lorsqu'elles ne possèdent pas le diplôme d'institutrice gardienne, soit moins adéquate aux fonctions qu'elles exercent. Cette disposition, que l'on ne rencontre dans aucune carrière, crée une double anomalie qu'il convient de faire disparaître.

Sous réserve des situations acquises, le projet propose donc d'attacher, pour toutes, le traitement à la fonction exercée.

Enfin, le projet porte abrogation de l'article 34 de la loi, qui attache une indemnité à la possession de certificats spéciaux pour l'enseignement de certaines branches. Depuis la revision du programme des études normales, récemment accomplie, la raison qui justifiait l'octroi de cet avantage spécial n'existe plus comme auparavant. Au surplus, le nombre des certificats spéciaux donnant droit à l'indemnité est, dès à présent, fort restreint.

Au chapitre VII, il est énoncé en termes formels que les avantages concédés par la présente loi sont attribués aux bénéficiaires à partir du 1^{er} juillet 1924 et, s'ils ont pris place dans les rangs du personnel après cette date, à partir de la

date de leur nomination ou plus exactement à compter du 1^{er} du mois qui suit celui de leur installation.

L'instauration d'un nouveau mode de rétribution exige des mesures de circonstance qui préservent le maintien du système et des mesures transitoires qui facilitent le passage d'un régime à l'autre en attendant l'adaptation totale.

En l'occurrence, les mesures de l'espèce forment l'objet du dernier chapitre du projet de loi.

I

Le Gouvernement avait confié le soin d'établir la péréquation des traitements des agents de l'État à une Commission spéciale composée de magistrats, de fonctionnaires et de membres de la Commission technique pour l'étude des services administratifs.

La Commission spéciale a mené à bien sa mission. Elle s'est livrée à de longues études et a fourni un travail consciencieux, sans précédent en Belgique, qui mérite de constituer une œuvre durable.

Non seulement le Gouvernement a admis la péréquation qui lui a été présentée, en ce qui concerne les fonctionnaires de l'ordre administratif, mais il voudrait la mettre à l'abri de revisions fragmentaires qui ne s'inspireraient pas des mêmes vues d'ensemble. Des mesures d'ordre législatif lui paraissent utiles pour maintenir cette harmonie précieuse qui n'a pu être réalisée dans les appointements des agents de l'État qu'au prix de sérieux efforts.

Le meilleur moyen pour prévenir la reconstitution des régimes de faveur qui détruiraient la péréquation à brève échéance, c'est l'institution d'un Comité permanent, consultatif, ayant pour mission d'étudier toutes les questions relatives à la rétribution du personnel de l'État.

Ce Comité sera établi au Ministère des Finances à raison du fait que la loi du 20 juillet 1921 sur la comptabilité des dépenses engagées exige, par son article 6, le contreseing du Ministère des Finances au pied de tout acte d'administration portant « revision des dispositions organiques relatives aux traitements ou allocations du personnel ».

Il comprendrait nécessairement des personnes qui ont acquis une compétence particulière en matière de rémunérations.

Ses membres seraient désignés par le Roi et leur mandat serait gratuit, ainsi que le stipule l'article 18 du projet de loi.

Le rôle du Comité est indiqué à l'article 19 du projet de loi.

Il s'étend également aux modifications organiques qui seraient apportées à la rétribution du personnel de l'Administration des chemins de fer. D'où la nécessité de rétablir, par un retour au passé, le contreseing du Ministère des Finances pour les arrêts et décisions qui viendraient à innover en matière de salaires et de traitements. L'unité de vues exige qu'il en soit ainsi.

II

Pour prévenir les revendications basées exclusivement sur des comparaisons, il est hautement désirable que les provinces et les communes maintiennent les traitements de leur personnel dans les limites adoptées par l'État.

En France, une loi du 18 octobre 1919 a limité le droit des départements et des communes de rétribuer leur personnel comme ils l'entendent.

Le respect de l'autonomie provinciale et communale ne permet pas en Belgique d'aller aussi loin.

Se basant sur un principe qui est à la base de notre droit public, le projet de loi se borne à prescrire que les règlements locaux fixant la rémunération du personnel des provinces et des communes restent dans les limites des règlements généraux.

Les délibérations des Conseils provinciaux qui s'écarteraient de cette règle élémentaire pourront, comme les délibérations contraires à la loi ou à l'intérêt général, faire l'objet du recours accordé au Gouverneur par l'article 125 de la loi provinciale.

Les articles 86 et 87 de la loi communale resteront naturellement applicables aux actes des Conseils communaux qui sortiraient des limites tracées par les règlements de l'État.

III

Enfin, le cumul permettrait de rompre l'équilibre qui résulte de la péréquation des traitements des agents de l'État.

C'est aussi un moyen facile de tourner la loi qui viserait à établir l'équilibre des rétributions accordées à leurs personnels respectifs par l'État, les provinces, les communes et les établissements charitables.

C'est, d'ailleurs, une source d'abus qu'il faut endiguer.

En France, des mesures préventives ont été prises par la loi du 28 avril 1816, art. 78, et renforcées par celle du 18 octobre 1919, dont l'article 10 est ainsi conçu :

L'article 78 de la loi du 28 avril 1816 est modifié comme suit :

« Il est interdit de cumuler en entier les traitements de plusieurs places, emplois ou commissions : en cas de cumul de deux traitements, le moindre est réduit au quart ; au cas de cumul de trois traitements, le troisième est en outre réduit au huitième, et ainsi de suite en observant cette proportion.

« La réduction portée par le présent article n'a pas lieu pour les traitements cumulés qui sont au-dessous de 5,000 francs, ni pour les traitements plus élevés qui en ont été exceptés par la loi ».

Il a paru désirable de réduire, comme en France mais dans une proportion moindre, les traitements organiques des emplois cumulés.

L'article 21 du projet de loi régit les cumuls ; il s'applique aussi bien au personnel des provinces, des communes et des établissements charitables qu'au personnel de l'État.

Il interdit complètement le cumul des allocations accessoires qui sont attachées à la résidence ou à la composition de la famille et il réduit de moitié les traitements autres que le plus élevé.

Spécialement, dans le cas où des époux non divorcés ni séparés judiciairement

de corps occupent l'un et l'autre un emploi rémunéré par les organismes précités, les allocations accessoires de résidence et de famille ne peuvent être payées qu'une fois et au taux le plus favorable, si la loi n'en a disposé autrement.

Cette dernière disposition ne consacre pas l'existence des indemnités de famille et de résidence; elle se borne à établir une prohibition pour le cas où des allocations de l'espèce seraient instituées.

Il est donc permis de stipuler que l'indemnité familiale n'est allouée qu'au chef de famille et que la femme mariée n'y a droit de son propre chef que si elle est divorcée ou séparée judiciairement de corps.

* * *

D'autre part, la loi doit intervenir pour déterminer, sous le nouveau régime, la partie des traitements qui servira de base à la liquidation des pensions de retraite ainsi qu'au prélèvement des retenues au profit des caisses de veuves et orphelins.

En vue de faciliter l'instauration du nouveau régime de rémunération, il est souhaitable de déléguer au Gouvernement le pouvoir de fixer les retenues prélevées sur les traitements au profit des caisses des veuves et orphelins et, le cas échéant, de les fusionner en un taux unique.

L'article 34 de la loi du 21 juillet 1844, modifié par l'article premier de la loi du 3 juin 1920, tout en décidant que les ressources des caisses seront déterminées par arrêté royal, impose l'obligation d'effectuer certaines retenues, comme celle de toute augmentation de traitement pendant un mois *au moins* et trois mois au plus.

Il peut y avoir intérêt, dans un but de simplification, de supprimer ces retenues accidentelles et de leur substituer une charge permanente ou ordinaire.

D'autre part, et en raison du fait que la loi du 21 juillet 1844 n'a pas prévu l'institution de traitements composés d'une partie fixe et d'une partie mobile, on ne peut laisser en suspens les prélèvements des retenues au profit des institutions de prévoyance ni la liquidation des pensions.

En attendant une solution définitive, il convient que la loi décide que, provisoirement, la partie fixe sera seule prise en considération.

* * *

Il est à peine besoin d'insister sur le caractère d'urgence que revêt le présent projet de loi. Le Gouvernement est persuadé que la Chambre voudra bien le soumettre à un prompt examen.

Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,
G. THEUNIS.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 26 NOVEMBER 1924.

Ontwerp van wet betreffende het bezoldigen van sommige categorieën van Staatsagenten, het herzien der organieke reglementen, het verevenen der pensioenen en het inhouden der kortingen ten bate van de instellingen van voorzorg.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De meeste wedden ten laste van de Schatkist worden door de Regeering vastgesteld.

Sommige nochtans mogen niet gewijzigd worden dan door tussenkomst van de Wetgeving, hetzij dat zij vroeger bij eene wet bepaald werden, hetzij dat de Grondwet te hunnen opzichte bepalingen bevat of nog, dat het beginsel van de scheiding der machten op 't spel staat.

Bedoelde wedden zijn die :

- a) Van de leden der rechterlijke orde (Grondwet, art. 102);
- b) Van de leden van het Rekenhof (wet van 7 Augustes 1920);
- c) Van de leden van den Mynraad (wet van 9 Augustus 1920);
- d) Van de geestelijken van den katholieken eeredienst (wet van 10 Augustus 1920);
- e) Van de bestendige afgevaardigden (wet van 20 Juli 1920);
- f) Van de gemeenteonderwijzers (wet tot regeling van het lager onderwijs, art. 29 en volgende).

Die wedden mogen niet herzien worden bij koninklijk besluit; het behoort aan de Wetgeving er over te beslissen of zij, evenals de andere, zullen opgevoerd worden in het kader der nieuwe perequatie.

Opgemerkt dient dat het recht tot herziening van de wedden der professors

en beheerders-opzieners der Staatsuniversiteiten aan de Regeering toevertrouwd werd voor eene gebeurlijkheid waarvóór wij ons thans bevinden. Artikel 2 der wet van 25 Juni 1922 tot wijziging van de wet tot regeling van het op Staatskosten gegeven hooger onderwijs luidt inderdaad als volgt :

« Indien, ten gevolge van de schommelingen van de levensduurte en bij wijze van algemeenen maatregel, de jaarwedden der ambtenaren en bedienden van den Staat een wijziging ondergaan, zal de Regeering het bij artikel één hierboven vastgestelde barema kunnen herzien, overeenkomstig de regelen volgens dewelke de barema's der andere beambten gebeurlijk zullen gewijzigd worden ».

Dezelfde machtiging wordt, in dezelfde bewoordingen, verleend voor de bezoldiging van de burgerlijke leeraars der militaire school bij de wet van 16 December 1922 houdende wijziging van die van 25 Augustus 1920.

Zij werd eveneens, wat den provincialen griffier aangaat, in de volgende termen verleend bij artikel 3 der wet van 20 Juli 1920 :

« Een koninklijk besluit bepaalt de andere voordeelen : verblijfsvergoeding, gezinsvergoeding, welke de provinciale griffier geniet evenals de overige Staatsambtenaren; het kent eveneens aan dien ambtenaar de weddeverhoogingen toe, welke voor hem voortvloeien uit de algemeene maatregelen, bij voorkomend geval getroffen ten behoeve van de Staatsbedienden ».

Anderzijds heeft de Wetgever onlangs de aan de Regeering gegeven machtiging bevestigd om de wedden te bepalen van het personeel der door den Staat bestuurdde inrichtingen van middelbaar onderwijs (wetten van 15 Juni 1881, art. 8 en 31 Juli 1922, art. 1).

Opdat de algemeene opvoering der wedden volledig weze, blijft dus nog de bezoldiging te regelen van de leden van de rechterlijke orde, van het Rekenhof, van den Mijraad alsook van de katholieke geestelijkheid, van de bestendige afgevaardigden en van de onderwijzers.

Blijvende bij eene reeds oude traditie, laat de Regeering aan de Kamer het initiatief over om de maatregelen te treffen ten gunste van de leden van het Rekenhof en, onder voorbehoud van die opmerking, heeft zij hare voorstel beperkt tot de andere categoriën van belanghebbenden.

Men heeft het raadzaam geacht de voorstellen in te deelen per groep van belanghebbenden ten einde de latere coördinatie der organieke wetten te vergemakkelijken.

Het bleek evenwel niet ondienstig, in een inleidend hoofdstuk, het kenschetsende van de hoofdbezoldiging onder het nieuw stelsel nader te bepalen.

De eigenlijk gezegde wedde begrijpt een vast-deel, dat duurzaam gemaakt is, en gebeurlijk een veranderlijk deel dat toepasselijk wordt zoodra het eenvoudig verhoudingscijfer van de stijging der kleinhandelsprijzen 300 overtreft.

Het veranderlijke deel mag niet gelijkgesteld worden met eenen duurtetoeslag. Het maakt, evenals het duurzaam deel, integreerend deel uit van de hoofdbezoldiging en moet, door het feit zelf, afhangen van de bewezen diensten en van de levensduurte dewelke door de hoogte van het indexnummer weergegeven wordt.

De toepassing van het veranderlijke deel wordt bij artikelen 1 en 2 van het wetsontwerp nader bepaald.

Buiten de eigenlijk gezegde wedde, zullen de belanghebbenden nog de standplaatstoelage en de gezinstoelage genieten die aan de agenten van den Staat verleend worden.

Wat die bijkomende toeslagen betreft, houdt men zich aan hetgeen bij koninklijk besluit bepaald wordt voor de meerderheid van het personeel. Daar die toeslagen nog niet de duurzaamheid hebben welke toelaat ze te beschouwen als voorgoed verworven aan de voorgestelde voorwaarden, is het uiteraard noodzakelijk dat hunne regeling uitsluitend op de Regeering berust.

De standplaatstoelage is enkel gehandhaafd geworden voor vier bevoorrechte centra waar de levensduurte een bijzonder regime oplegt. Het genot er van wordt geweigerd aan de ongehuwden.

De gezinstoelage wordt verleend voor de kinderen ten laste beneden de 21 jaar : zij bedraagt maandelijks 30 frank voor de eerste twee kinderen, 40 frank voor het derde en 50 frank voor elk der volgenden.

Een voor de Schatkist minder zwaar, bijzonder regime wordt nochtans, op hunne aanvraag, voorgesteld voor de magistraten.

* * *

Volgende hoofdstukken zijn voorbehouden aan elk der betrokken groepen, zooals gezegd is geworden.

De noodige uitleg maakt het voorwerp uit van de uiteenzettingen hierna, die eveneens afzonderlijk gegeven worden voor dezelfde groepen.

Hoofdstuk 2 is gewijd aan de wedden van de rechterlijke orde.

De eerste sectie, belast met de herziening der wedden van de rechterlijke orde, heeft voor de griffiers en bedienden der rechtbanken, het door de tweede sectie aangeraden degressief stelsel aangenomen, maar zij heeft het terzijde gesteld voor het op de magistraten toepasselijk regime; zij stelt voor de wedden eenvoudigweg te verdriedubbelen.

Alhoewel de Regeering de meening is toegedaan dat de magistraten, die een der groote Staatskorpsen uitmaken en een deel der souvereiniteit uitoefenen, een hooger rang dienen te bekleeden dan de ambtenaren der bestuurlijke orde, toch heeft zij gedacht dat, in de huidige omstandigheden, het voorstel der tweede sectie weinig billijk bleek en weinig overeenkomend met den geest van solidariteit die aan allen oplegt iets aan den gemeenen regel toe te geven.

Dienvolgens stelt zij voor de hoogere wedden der rechterlijke orde ietwat in te krimpen, zoodanig dat het verdrievoudigen maar volledig weze voor de lagere en de middelmatige wedden.

Benevens de wedde, genieten de magistraten en de griffiers nog periodieke verhoogingen die achtereenvolgens op 300 frank en daarna op 500 frank vastgesteld worden. De eerste sectie stelt voor die verhoogingen op te voeren tot

600 frank voor de griffiers en tot 1.000 frank voor de magistraten, te verleenen om de drie jaar en ze te beperken tot het maximum van 6.000 frank. De voorgestelde wijzigingen zijn in het wetsontwerp opgenomen.

Voor het veranderlijke deel der wedden worden de op de ambtenaren der bestuurlijke orde toepasselijke regelen gevolgd.

De standplaatsloelage in de bevoorrechte centra is die welke aangenomen werd voor het Staatspersoneel over 't algemeen.

Wat de gezinstoelage betreft, wordt een verschillend regime voorgesteld voor de magistraten op grond van de vereischten van hun maatschappelijk milieu.

* * *

Hoofdstuk III betreft de wedden der leden van den Mynraad.

De wetgever heeft steeds een zekere verwantschap aangenomen voor de wedden van de leden van den Mynraad en die van de ledender rechterlijke orde. De Regeering heeft getracht de vroegere gelijkstellingen in hare voorstellen te handhaven.

* * *

Hoofdstuk IV bevat de wedden van de katholieke geestelijkheid.

Bij het vaststellen der wedden werd te rade gegaan met de beginselen die de Commissie geleid hebben. In gemeen overleg met de geestelijke overheid, heeft de Regeering de voorstellen der Commissie op sommige punten gewijzigd derwijze de wedden der geestelijken in hun geheel op meer rationeele wijze te regelen. Zulks zal de lasten die de Openbare Schatkist moesten opgelegd worden, nogal merkbaar doen verminderen.

* * *

Hoofdstuk V voert de wedde der bestendige afgevaardigden op van 8.400 frank tot 12.000 frank.

Bij die wedden worden gevoegd, noch het veranderlijke deel, noch de standplaats- en de gezinstoelage. Het gaat hier inderdaad niet om het bezoldigen van eene betrekking die al de bedrijvigheid van den titularis in beslag neemt en die hem in de onmogelijkheid plaatst zich bijverdiensten te verschaffen.

* * *

Hoofdstuk VI heeft betrekking op de wedde lagere onderwijzers.

Benevens de eigenlijk gezegde wedde (vast en veranderlijk deel) en de standplaats- en de gezinstoelage die aan de Staatsagenten toegekend worden, voorziet het ontwerp voor de onderwijzers die over geen schoolhuis beschikken, eene huishuurvergoeding die wisselt tussehen 200 en 1.000 frank en voor de schoolhoofden, eene bestuursvergoeding van minstens 400 en hoogstens 1.000 frank.

Onderstaande tabel toont aan, beter dan de meest breedvoerige uitweidingen het zouden kunnen, in welke mate de Regeering voornemens is de wedden van het personeel van het lager onderwijs, in hun geheel op te voeren.

Wettelijke wedde van de onderwijzers van het lager onderwijs.

Wedde op 1 Januari 1925.

	Rooster van 1914.	Huidige rooster.	Voorgestelde rooster.
<i>A. — Brusselsche agglomeratie (1).</i>			
1 ^o Onderwijzer den 1 October 1924 in functie getreden, ongehuwd (leeftijd : 20 jaar; dienst : aanvang)	1,600	6,300	7,400
2 ^o Onderwijzer den 1 October 1913 in functie getreden, gehuwd, 2 kinderen (leeftijd : 31 jaar; diensten : 11 jaren)	2,500	9,330	11,170
3 ^o Schoolhoofd (8 klassen) den 1 October 1894 in functie getreden, gehuwd, 2 kinderen (leeftijd : 50 jaar; diensten : 30 jaren).	3,800	11,330	13,520
<i>B. — Gemeenten met 5,001 tot 40,000 inwoners.</i>			
1 ^o Onderwijzer den 1 October 1924 in functie getreden, ongehuwd (leeftijd : 20 jaar; diensten : aanvang).	1,400	6,100	7,200
2 ^o Onderwijzer den 1 October 1913 in functie getreden, gehuwd, 2 kinderen (leeftijd, 31 jaar; diensten : 11 jaren)	2,100	8,930	10,020
3 ^o Schoolhoofd (8 klassen) den 1 October 1894 in functie getreden, gehuwd, 2 kinderen (leeftijd : 50 jaar; diensten : 30 jaren) .	3,400	10,930	14,120
<i>C. — Gemeenten van 5,000 inwoners en minder.</i>			
1 ^o Onderwijzer den 1 October 1924 in functie getreden, ongehuwd (leeftijd : 20 jaar; dienst : aanvang)	1,350	6,000	7,100
2 ^o Onderwijzer den 1 October 1913 in functie getreden, gehuwd, 2 kinderen (leeftijd : 31 jaar; diensten : 11 jaren)	2,000	8,730	9,820
3 ^o Schoolhoofd (4 klassen) den 1 October 1894 in functie getreden, gehuwd, 2 kinderen (leeftijd : 50 jaar; diensten : 30 jaren) ,	3,200	10,530	13,720

(1) In de agglomeratie van Antwerpen, van Luik en van Charleroy is de wettelijke wedde nagenoeg dezelfde als in de Brusselsche agglomeratie; ze verschilt enkel door de standplaats-toelage die 150 tot 200 frank minder beloopt.

Die tabel bevat veronderstellingen die ontleend zijn aan gemeenten van alle categorieën (grootte steden, gemiddelde localiteiten, kleine gemeenten) en die betrekking hebben op verschillende stadiën van de loopbaan.

De cijfers wijzen aan dat meestal het coëfficiënt van verhooging, toegepast op het inkomen van 1914, 5 nabijkomt.

Alzoo wordt, in de groote agglomeraties, de wettelijke wedde (vast deel, veranderlijk deel en vergoedingen) van een ongehuwden *beginnenden* onderwijzer van 1,600 frank in 1914, op 7,400 frank gebracht. Na een tiental jaren is zijn inkomen 11,170 frank in plaats van 2,500 frank en, indien hij schoolhoofd wordt, zal zijne wettelijke wedde na dertig jaar, die 3,800 frank zou bedragen hebben in 1914, 15,520 frank bereiken.

In de gemiddelde localiteiten geven dezelfde toestanden onderscheidenlijk 7,200 frank in plaats van 1,400 frank; 10,020 frank in plaats van 2,400 frank en 14,120 frank in plaats van 3,400 frank.

In de gemeenten met minder dan 5,000 inwoners zijn de toestanden, ten slotte de volgende : 7,400 frank in plaats van 1,350 frank; 9,820 frank in plaats van 2,000 frank en 13,720 frank in plaats van 3,200 frank.

Niemand zal de belangrijkheid dier verhoogingen ontkennen. Alles te zamen zal daaruit voor de Openbare Schatkist een bijkomende last van 50,000,000 frank voortspruiten.

Het is misschien niet ondienstig te doen opmerken wat inzonderheid *het vaste deel* aangaat dat, zoo het huidig bedrag (4,800 frank) niet opgevoerd is geworden, zulks is omdat het cijfer van 1914 (1,100 en 1,200 frank), reeds op een uitzonderlijke wijze verhoogd werd door opneming, in 1920, van de helft van den duurtetoeslag : die opneming blijft hun verworven en, daarenboven, wordt het nieuw veranderlijke deel hun gansch toegekend. In werkelijkheid hebben zij dus de verhooging van het vaste deel van hun inkomen bij voorbaat genoten.

Stippen wij, anderzijds, eenige wijzigingen aan die gebracht worden in sommige geldende wettelijke bepalingen.

Onder de bestanddeelen waaruit, naar luid van artikel 29 der wet tot regeling, de wedde van den onderwijzer bestaat, komt de hiervoor gemelde huishuurvergoeding voor. Indien die vergoeding inzonderheid verleend wordt aan de leerkrachten van het lager onderwijs, dan is zulks omdat bij de schoolgebouwen gewoonlijk een huis is voor den onderwijzer : de leden van het personeel die dat voordeel in natura niet genieten, bekomen eene compensatie-vergoeding. Feitelijik beantwoordt de huishuurvergoeding dus aan een nauwkeurig bepaalde behoefte. Welnu, indien die behoefte voor iedereen bestaat, — en zulks billijkt dan ook het verleenen van de gewone, 't is te zeggen enkele, huishuurvergoeding aan al de leerkrachten zonder onderscheid — doet zij zich echter niet voor allen in dezelfde maat voelen.

De kosten van huisvesting worden vermoed doorgaans hooger te zijn : 1^o voor de schoolhoofden, op grond van hunnen rang zelf en van de bijzondere verplichtingen in verband met hunne functiën; 2^o voor de gehuwde onderwijzers naar aanleiding van het gezin waarvan zij den last hebben. Daarom wordt de huishuurvergoeding dan ook in beide gevallen verdubbeld.

Maar, zoo het billijk is den gehuwden *onderwijzers* een dubbele vergoeding te

verleenen, dan is zulks niet meer het geval voor de gehuwde onderwijzeressen. Van rechtswege berusten de gezinslasten inderdaad vooral op den man; feitelijk behelst het huwelijk, voor de vrouw, geen overlast maar wel integendeel, een stoffelijk voordeel.

Het ontwerp stelt dus voor de *dubbele vergoeding* alleentoe te kennen aan de gehuwde *onderwijzers* en ze af te schaffen voor de gehuwde onderwijzeressen.

Voorgaande overwegingen doen tevens de onbillijkheid uitschijnen van de bepaling volgens dewelke man en vrouw, die hunne functiën in eene school van dezelfde gemeente uitoefenen, buiten de huisvesting of de dubbele huishuurvergoeding, nog de enkele huishuurvergoeding bekomen. Daar beiden onder één dak wonen, beantwoordt de bijkomende vergoeding niet meer aan een werkelijke behoefte. Voortaan zullen beide echtelingen, welke ook de gemeente weze waar zij hunne functiën uitoefenen, slechts op ééne woning of op één dubbele huishuurvergoeding mogen aanspraak maken, zonder meer.

Een andere wijziging betreft de wedde der bijzondere leermeesters in de lagere scholen. Thans worden die leerkrachten *allen op gelijke wijze* bezoldigd tegen 4 t. h. van het inkomen der onderwijzers voor elke uur les per week. Welnu, er zijn tweeërlei belanghebbenden :

De eenen, houder van het diploma van lager onderwijzer of van regent, bezitten daarenboven een bijzonder getuigschrift voor het onderwijzen in het vak dat zij doceeren; de anderen zijn enkel titularis van een getuigschrift van bekwaamheid voor het bepaalde vak waarin zij onderriicht geven; en een zekere categorie zelfs, de naaimeesteres in de kleine gemengde scholen, hebben dikwijls geen enkel bekwaamheidsbewijs en zijn onderworpen aan een enkele proef afgenomen door den opziener.

Ze op gelijken voet stellen, is noch logisch, noch billijk. Het ontwerp verleent dus aan laatstgenoemden een lagere bezoldiging.

Het derde punt belangt het personeel der bewaarscholen aan. Onder het huidige regime, ontvangen de bewaarschoolonderwijzeressen die het lager diploma bezitten, de wedde van de lagere onderwijzeres welk hooger is dan die van de bewaarschoolonderwijzeres, alhoewel hunne voorbereiding, ten minste wanneer zij geen diploma hebben van bewaarschoolonderwijzeres, minder beantwoordt aan de functiën welke zij uitoefenen. Die bepaling, welke men in geen enkele andere loopbaan aantreft, brengt een dubbele ongerijmdheid teweeg welke dient te worden afgeschaft.

Onder voorbehoud der verworven toestanden, stelt het ontwerp dus voor aan allen de wedde toe te kennen in verband met de functiën welke zij uitoefenen.

Het ontwerp houdt, ten slotte, intrekking van artikel 34 der wet dat eenen toeslag verleent voor het bezit van bijzondere getuigschriften voor het onderwijzen van sommige vakken. Sedert de onlangs gedane herziening van het programma der normale studiën bestaat de reden niet meer welke vroeger het toekennen van een bijzonder voordeel wettigde. Overigens is het aantal bijzondere getuigschriften die recht op toeslag verleenen, nu al, zeer beperkt.

Onder hoofdstuk 7 wordt uitdrukkelijk bepaald dat de bij deze wet voorziene voordeelen den rechthebbenden toegekend worden van 1 Juli 1924 af, en, indien zij na dien datum in de rangen van het personeel getreden zijn, te rekenen

van den datum hunner benoeming of, juister gezegd, met ingang van den eerste der maand welke volgt op die hunner in-dienst-treding.

Het invoeren van de nieuwe wijze van bezoldiging vereischt gelegenheidsmaatregelen die het handhaven van het nieuw stelsel waarborgen en overgangsmaatregelen die, in afwachting eener algeheele aanpassing, het overgaan van het eene regime naar het andere vergemakkelijken.

Bewuste maatregelen maken het voorwerp uit van het laatste hoofdstuk van het wetsontwerp.

I.

De Regeering had de herziening van de wedden der Staatsagenten opgedragen aan een bijzondere Commissie bestaande uit magistraten, uit ambtenaren en uit leden van de technische Commissie voor de studie van 's Staats bestuurdiensten.

De bijzondere Commissie heeft hare taak met goede uitslag voltooid. Zij heeft zich op tijdroovende studies toegelegd en heeft een werk voortgebracht, nauwgezet en zooals in België nooit te voren gemaakt werd en dat waard is een duurzame arbeid te blijven.

Niet alleen heeft de Regeering de haar voorgelegde perequatie aangenomen, wat de ambtenaren der bestuurlijke orde betreft, maar zij zou ze willen vrijwaren voor broksgewijze herzieningen die niet in dezelfde alomvattende bedoeling zouden wortelen. Wetgevende maatregelen lijken haar geschikt voor het in stand houden van die waardevolle juiste verhouding waarvan het verwezenlijken voor de bezoldigingen der Staatsagenten enkel ten koste van ernstige inspanningen is kunnen geschieden.

Het beste middel ter voorkoming van het wederinrichten van gunstregimes, die de perequatie weldra zouden sloopen, is het inrichten van een bestendig, raadgevend Comité, waarvan de opdracht zou zijn alle quaesties in verband met het bezoldigen van het Staatspersoneel te onderzoeken.

Dat Comité zou gevestigd zijn ten Ministerie van Financiën, om reden dat bij artikel 6 der wet van 20 Juli 1921 op de boekhouding der betaalbaar gestelde credieten geeischt wordt dat elke bestuursakte « tot herziening der reglements-bepalingen betreffende de jaarwedden of uitkeeringen voor het personeel » door den Minister van Financiën moet medeondertekend zijn.

In dat Comité zouden noodzakelijk personen zetelen die in zake vergeldingen een bijzondere bevoegdheid hebben weten te verwerven.

Zijne leden zouden door den Koning aangewezen worden en hun mandaat kosteloos uitoefenen, zooals bij artikel 18 van het wetsontwerp bepaald is.

De rol van het Comité is in artikel 19 van het wetsontwerp uiteengezet.

Die rol breidt zich insgelijks uit tot de organieke wijzigingen te brengen in de bezoldigingen van het personeel van 't Beheer van Spoorwegen.

Daaruit vloeit de noodzakelijkheid voort tot het verleden te keeren en het medeondertekenen van den Minister van Financiën weer in te stellen voor de besluiten en beslissingen die op stuk van loonen en wedden iets nieuws zouden invoeren. Om eenheidswil is zulks geboden.

II

Ter voorkoming van de grieven die enkel en alleen op vergelijkingen zouden steunen, is het ten zeerste wenschelijk dat provinciën en gemeenten de wedden van hun personeel zouden handhaven binnen de door den Staat aangenomen perken.

In Frankrijk heeft de wet van 18 October 1919 grenzen gesteld aan het recht van departementen en gemeenten om hun personeel naar goeddunken te betalen.

De eerbied voor de provinciale en de gemeentelijke zelfstandigheid laat in België niet toe even ver te gaan.

Steunende op een beginsel, dat aan ons openbaar recht ten grondslag ligt, bepaalt het wetsontwerp er zich toe voor te schrijven dat de plaatselijke reglementen tot vaststelling van de bezoldiging van het personeel der provinciën en der gemeenten binnen de perken der algemeene reglementen moeten blijven.

De beraadslagingen der provincieraden, welke van dien grondregel zouden afwijken, kunnen, evenals de beraadslagingen in strijd met de wet of met het openbaar belang, het voorwerp uitmaken van het verhaal dat bij artikel 125 der provinciewet aan den Gouverneur verleend is.

Artikelen 86 en 87 der gemeentewet blijven natuurlijk gelden voor de akten der gemeenteraden welke de perken der Staatsreglementen te buiten zouden treden.

III

Cumulatie, ten slotte, zou kunnen leiden tot stoornis in het evenwicht dat uit de herziening van de wedden der Staatsagenten voortvloeit.

't Is ook een gemakkelijk middel tot verdraaiing der wet die er zou naar streven evenwicht te brengen in de bezoldigingen door den Staat, de provinciën, de gemeenten en de liefdadige instellingen aan hun respectief personeel toegekend.

Daarin ligt trouwens een bron van misbruiken die behoort ingedijkt te worden.

In Frankrijk bestaan voorkomende maatregelen getroffen bij de wet van 28 April 1816, art. 78 en versterkt bij die van 18 October 1919 waarvan artikel 10 luid als volgt.

« Artikel 78 der wet van 28 April 1816 wordt aldus gewijzigd :

» Het is verboden de wedden van verschillende plaatsen, betrekkingen of commissies in hun geheel gelijktijdig te genieten; in geval van cumulatie van twee wedden, wordt de laagste daarvan tot het vierde verminderd; in geval van cumulatie van drie wedden, wordt de derde daarenboven tot het achtste verminderd, en zoo voort met inachtneming van die verhouding.

» De bij dit artikel bedoelde vermindering geldt niet voor de gecumuleerde wedden van beneden de 8,000 frank, noch voor de hogere wedden die daarvan bij de wet vrijgesteld zijn. »

Het leek gewenscht de organieke wedden der gecumuleerde betrekkingen te verlagen, doch niet zoo sterk als in Frankrijk.

Artikel 21 van het wetsontwerp regelt het cumuleeren; dat artikel is zoowel toepasselijk op het personeel der provinciën, der gemeenten en der liefdadige instellingen als op datgene van den Staat.

Daarbij wordt volstrekt verboden de bijkomende toeslagen, in verband met de standplaats of met de samenstelling van het gezin, te cumuleeren en worden de andere wedden dan de hoogste met de helft verminderd.

Inzonderheid, wanneer echtgenooten die noch uit den echt, noch gerechtelijk van tafel en bed gescheiden zijn, beiden een betrekking bekleeden welke door een van voornoemde organismen bezoldigd is, mogen standplaats- en gezinstoelage slechts eenmaal betaald worden en op voet van het voordeeligste bedrag, bijaldien daaromtrent bij de wet niet anders bepaald is geworden.

Die laatste schikking huldigt niet het bestaan van de standplaats- en van de gezinstoelage, zij blijft er bij een verbod uit te vaardigen voor het geval dat dergelijke toelagen zouden ingevoerd worden.

Er mag dus wel bepaald worden dat enkel het gezinshoofd de gezinstoelage ontvangt en dat de gehuwde vrouw er in eigen hoofde maar recht op heeft indien zij uit den echt, ofwel gerechtelijk van tafel en bed gescheiden is.

* * *

Langs een anderen kant moet de wet optreden om vast te stellen welk deel der wetten onder het nieuw regime tot grondslag zal dienen voor het verevenen der pensioenen, alsmede voor het inhouden der kortingen ten bate der kassen voor weduwen en weezen.

Om het invoeren van de nieuwe wijze van bezoldigen te vergemakkelijken, is het wenschelijk aan de Regeering de bevoegdheid over te dragen de kortingen op de wedden ten bate der kassen voor weduwen en weezen te bepalen en ze gebeurlijk tot een eenig percentcijfer samen te smelten.

Artikel 34 der wet van 21 Juli 1844, gewijzigd bij artikel één der wet van 3 Juni 1920, beslist wel dat de inkomsten der kassen bij Koninklijk Besluit zullen bepaald worden, maar legt tevens de verplichting op sommige kortingen te doen, zooals die van elke weddeverhooging gedurende *minstens* eene en hoogstens drie maanden.

Eenvoudigheidshalve kan er voordeel in gelegen zijn die toevallige inkomsten af te schaffen en ze door een bestendigen of gewonen last te vervangen.

Dat de wet van 21 Juli 1844 geen tweeledige, uit een vast en een veranderlijk deel bestaande wedden voorzien heeft, is nu anderzijds nog geen reden om de kortingen ten bate der instellingen van voorzorg of het verevenen der pensioenen hangend te laten.

In afwachting van een definitieve oplossing, behoort het dat de wet besluite dat het voorloopig enkel het vaste deel is dat in aanmerking komt.

* * *

Er hoeft wel nauwelijks nadruk gelegd op het spoedeisende van onderhavig wetsontwerp. De Regeering koestert de overtuiging dat de Kamer het met spoed zal willen onderzoeken.

*De Eerste Minister,
Minister van Financiën.
G. THEUNIS.*

ANNEXE AU N° 14.

Projet de loi relatif à la rétribution de certaines catégories d'agents de l'État, à la révision des règlements organiques, à la liquidation des pensions et au prélèvement des retenues au profit des institutions de prévoyance.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Conseil des Ministres,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté en Notre Nom aux Chambres législatives par Notre Premier Ministre, Ministre des Finances.

CHAPITRE PREMIER.

Dispositions préliminaires.

ARTICLE PREMIER.

Les traitements déterminés par la présente loi comprennent une partie fixe et éventuellement une partie mobile.

La partie fixe est stabilisée aux taux figurant sous les articles 3, 9, 11, 13 et 14.

BIJLAGE VAN N° 14.

Ontwerp van wet betreffende het bezoldigen van sommige categorieën van Staatsagenten, het herzien der organieke reglementen, het verevenen der pensioenen en het inhouden der kortingen ten bate van de instellingen van voorzorg.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op de voordracht van Onzen Ministerraad,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het ontwerp van wet, waarvan de inhoud volgt, zal in Onzen Naam, door Onzen Eersten Minister, Minister van Financiën, ter Wetgevende Kamers ingediend worden.

HOOFDSTUK ÉÉN.

Inleidende bepalingen.

ARTIKEL ÉÉN.

De bij deze wet bepaalde wedden omvatten een vast en gebeurlijk een veranderlijk deel.

Het vaste deel is duurzaam gemaakt op de bedragen die in artiken 3, 9, 11, 13 en 14 voorkomen.

La partie mobile est en rapport avec l'importance de la partie fixe, augmentée, le cas échéant, des indemnités tenant lieu d'avantages en nature attachés légalement à l'emploi.

Elle variera selon les fluctuations de l'indice simple de l'augmentation des prix de détail qu'établit et publie mensuellement le Ministère de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale.

Elle est acquise et son montant est arrêté comme il est dit à l'article suivant.

ART. 2.

La partie mobile du traitement est établie par trimestre et payable par mois.

Pour chaque trimestre civil, elle est déterminée par la moyenne des nombres indices publiés pour les deux premiers mois du trimestre écoulé et pour le mois qui les précède. Elle n'est acquise que si la moyenne envisagée dépasse le nombre 300.

Les taux annuels en sont fixés comme il suit :

300 francs	pour les traitements fixes	de 7,999.99 francs et moins,
400 francs	pour les traitements fixes	de 8,000 à 11,999.99
500 fr.	id.	de 12,000 à 15,999.99
600 fr.	id.	de 16,000 à 19,999.99
700 fr.	id.	de 20,000 à 23,999.99
800 fr.	id.	de 24,000 à 26,999.99
900 fr.	id.	de 27,000 à 29,999.99
1,000 fr.	id.	au delà.

Het veranderlijke deel houdt verband met de belangrijkheid van het vaste deel, verhoogd desgevallende, met de vergoedingen ter vervanging van voordeelen in natura die wettig met de betrekking samengaan.

Het zal wisselen volgens de schommelingen van het eenvoudig verhoudingscijfer van de stijging der kleinhandelsprizen, welk cijfer maandelijks berekend en bekendgemaakt wordt door het Ministerie van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke voorzorg.

Het wordt verworven en het bedrag er van wordt bepaald zooals in volgend artikel vermeld is.

ART. 2.

Het veranderlijke deel der wedde wordt over het kwartaal berekend en is maandelijks betaalbaar.

Voor elk kalenderkwartaal wordt het bepaald door het gemiddelde der indexnummers voor de eerste twee maanden van het verlopen kwartaal en voor de maand daarvoren. Recht op dat deel bestaat slechts indien bedoeld gemiddelde het getal 300 te boven gaat.

De jaarlijksche bedragen ervan zijn vastgesteld als volgt :

300 franken	voor de vaste wedden	van 7,999.99 en minder;
400 franken	voor de vaste wedden	van 8,000 tot 11,999.99
500 fr.	id.	12,000 tot 15,999.99
600 fr.	id.	16,000 tot 19,999.99
700 fr.	id.	20,000 tot 23,999.99
800 fr.	id.	24,000 tot 26,999.99
900 fr.	id.	27,000 tot 29,999.99
1000 fr.	id.	van hooger bedrag.

A partir du nombre indice 301, ils sont acquis autant de fois que l'excédent contient de tranches indivisibles de 30 points, toute fraction comptant pour une tranche complète.

CHAPITRE II.

Des traitements des membres de l'ordre judiciaire.

ART. 3.

Par dérogation à l'article 1^{er} de la loi du 31 juillet 1920, les traitements des membres de l'ordre judiciaire sont fixés ainsi qu'il suit :

Cour de cassation.

Premier président et Procureur général fr.	48,000
Président de chambre et premier avocat général . . .	41,500
Conseillers	37,000
Deuxièmes avocats généraux .	39,500
Greffiers en chef	21,500
Greffiers	14,000

Cour d'appel.

Premiers présidents et procureurs généraux fr.	37,000
Présidents de chambre et premiers avocats généraux .	29,500
Conseillers	25,500
Deuxièmes avocats généraux .	27,000
Substituts des procureurs généraux	24,000
Greffiers en chef	21,500
Greffiers	13,000
Greffiers adjoints	10,500

Te beginnen met het index-nummer 301, worden zij even zooveel maal toegekend als het overschot ondeelbare schijven van 30 punten hevat, waarbij elke breuk voor een volle schijf telt.

HOOFDSTUK II.

Wedden van de leden der rechterlijke orde.

ART. 3.

Met afwijking van artikel één der wet van 31 Juli 1920 worden de jaarwedden van de leden der rechterlijke orde bepaald als volgt :

Hof van Cassatie.

Eerste voorzitter en procureur-generaal fr.	48,000
Kamervoorzitter en eerste advocaat-generaal	41,500
Raadsheeren	37,000
Tweede advocaten-generaal .	39,500
Hoofdgriffiers	21,500
Griffiers	14,000

Hoven van beroep.

Eerste voorzitters en procureurs-generaal fr.	37,000
Kamervoorzitters en eerste advocaten-generaal . . .	29,500
Raadsheeren	25,500
Tweede advocaten-generaal .	27,000
Substituten der procureurs-generaal	24,000
Hoofdgriffiers	21,500
Griffiers	13,000
Toegevoegde griffiers . . .	10,500

Tribunaux de première instance.

	1 ^{re} cl.	2 ^e et 3 ^e cl.
Présidents et procureurs du Roi. fr.	29,500	24,000
Vice-présidents. .	22,500	19,500
Juges et substituts du procureur du Roi	18,000	16,500
Greffiers en chef .	21,500	18,000
Greffiers et greffiers adjoints. .	10,500	10,000

Tribunaux de commerce.

	1 ^{re} cl.	2 ^e cl.	3 ^e cl.
	et tribunal de Mons.		
Référendaires :			
	29,000	24,000	19,500
Référendaires adjoints :			
	18,000	16,500	15,000
Greffiers et greffiers adjoints :			
	10,500	10,000	9,500

Justices de paix.

	1 ^{re} cl.	2 ^e cl.	3 ^e et 4 ^e cl.
Juges de paix :			
	24,000	21,000	18,000
Greffiers .	14,000	12,000	10,000
Greffiers adjoints sans distinction de classe			9,500

Cour militaire.

Président et Auditeur général fr.	31,000
Substitut de l'Auditeur général	24,000

Rechtbanken van eersten aanleg.

	1 ^e klasse.	2 ^e en 3 ^e klasse.
Voorzitters en procureurs des Konings. . . . fr.	29,500	24,000
Ondervoorzitters .	22,500	19,500
Rechters en substituten van den procureur des Konings. . . .	18,000	16,500
Hoofdgriffiers . .	21,500	18,000
Griffiers en toegevoegde griffiers .	10,500	10,000

Rechtbanken van Koophandel.

	1 ^e klasse.	2 ^e klasse en rechtbank te Bergen.	3 ^e klasse.
Referendarissen :			
	Fr. 29,500	24,000	19,500
Toegevoegde referendarissen :			
	18,000	16,500	15,000
Griffiers en toegevoegde griffiers :			
	10,500	10,000	9,500

Vredegerechten.

	1 ^e klasse.	2 ^e klasse.	3 ^e en 4 ^e klasse.
Vrederechters :			
	Fr. 24,000	21,000	18,000
Griffiers :	14,000	12,000	10,000
Toegevoegde griffiers zonder onderscheid van klasse :			9,500

Krijsgerechtshof.

Voorzitter en auditeur-generaal :	Fr. 31,000
Substituten van den auditeur generaal :	24,000

Greffier	14,000	Griffier :	14,000
Greffiers adjoints	10,500	Toegevoegde griffiers :	10,500

Conseils de guerre.

	1 ^{re} classe.	2 ^e classe.	3 ^e classe.
Auditeurs			
militaires	22,500	19,500	18,000
Substitut des auditeurs militaires sans distinction de classe			15,000
Greffiers.	12,500	11,500	10,500
Greffiers adjoints :			
	8,500	8,000	7,500

Il n'est pas dérogé aux dispositions réglant les suppléments de traitements alloués aux juges des enfants, aux juges d'instruction et aux premiers substituts des procureurs du Roi.

ART. 4.

Les mots « période de quatre ans », « tous les quatre ans » employés dans les articles 2 et 4 de la loi du 15 novembre 1918 pour la fixation des augmentations périodiques des traitements des magistrats, des référendaires et des greffiers, sont remplacés par les mots : « période de trois ans », tous les trois ans ».

ART. 5.

Par dérogation à l'article 2 de la loi du 31 juillet 1920, les augmentations périodiques des traitements des magistrats et des référendaires sont portées à 1,000 francs et celles des traitements des greffiers à 600 francs. Le montant des augmentations est limité à 6,000 francs.

Krijgsraden.

	1 ^e klasse.	2 ^e klasse.	3 ^e klasse.
Krijgsauditeurs :			
Fr.	22,500	19,500	18,000
Substituten van den krijgsauditeur zonder onderscheid van klasse :			15,000
Griffiers :	12,500	11,500	10,500
Toegevoegde griffiers :			
	8,500	8,000	7,500

Er wordt niet afgeweken van de bepalingen tot regeling van de bijweden toegekend aan de kinderrechters, aan de onderzoeksrechters en aan de eerste substituten van de procureurs des Konings.

ART. 4.

De woorden « tijdperk van vier jaren », « om de vier jaren » in artikelen 2 en 4 der wet van 15 November 1918 gebezigd voor het vaststellen van de periodieke verhoogingen van de wedden der magistraten, referendarissen en griffiers worden vervangen door de woorden « tijdperk van drie jaren », « om de drie jaren ».

ART. 5.

Met afwijking van artikel 2 der wet van 31 Juli 1920 worden de periodieke verhoogingen van de wedden der magistraten en der referendarissen opgevoerd tot 1,000 frank en die van de wedden der griffiers tot 600 frank. Het bedrag der verhoogingen wordt beperkt tot 6,000 frank.

ART. 6.

Le dernier alinéa de l'article 2 de la loi du 31 juillet 1920, modifiant le traitement de base des greffiers-adjoints après vingt-cinq années d'exercice dans les mêmes fonctions, est abrogé.

ART. 7.

Les magistrats, référendaires et référendaires adjoints reçoivent les indemnités de résidence et de naissance accordées aux fonctionnaires de l'ordre administratif.

Il leur est alloué, pour chacun des enfants à charge âgés de moins de 21 ans, à partir du quatrième, une indemnité mensuelle de 125 francs.

ART. 8.

Les greffiers en chef, greffiers et greffiers adjoints reçoivent les indemnités de résidence, de famille et de naissance accordées aux fonctionnaires de l'ordre administratif.

CHAPITRE III.**Les traitements des Membres
du Conseil des Mines.****ART. 9.**

Par modification à l'article 8, nouveau, de la loi du 2 mai 1837, le traitement des conseillers des Mines est porté à 18,000 francs, celui du président à 24,000 francs et celui du greffier à 14,000 francs.

Il est alloué, de trois en trois ans, au président et aux membres du Conseil des Mines des augmentations de 1,000 francs et au greffier des augmentations de 750 francs. Ces augmentations ne peuvent dépasser cumulativement 6,000 francs par intéressé.

ART. 10.

Les membres du Conseil des Mines perçoivent les indemnités de résidence, de famille et de naissance qui sont allouées aux fonctionnaires de l'ordre administratif.

ART. 6.

Het laatste lid van artikel 2 der wet van 31 Juli 1920, tot wijziging van de grondslagwedde der toegevoegde griffiers na vijf en twintig jaar dienst in hetzelfde ambt, wordt ingetrokken.

ART. 7.

De magistraten, referendarissen en toegevoegde referendarissen ontvangen de standplaats- en de geboortetoelagen, die aan de ambtenaren der bestuurlijke orde verleend worden.

Voor elk kind ten laste beneden de 21 jaar, te rekenen van het vierde, wordt hun een maandelijksche bijslag van 125 frank toegekend.

ART. 8.

De hoofdgriffiers, griffiers en toegevoegde griffiers ontvangen de standplaats-, de gezins- en de geboortetoelagen, die aan de ambtenaren der bestuurlijke orde verleend worden.

HOOFDSTUK III.**Wedden
der leden van den Mynraad.****ART. 9.**

Met wijziging in het nieuw artikel 8 der wet van 2 Mei 1837, wordt de jaarwedde der raadsheeren van den Mynraad opgevoerd tot 18,000 frank, die van den Voorzitter tot 24,000 frank en die van den griffier tot 14,000 frank.

Om de drie jaar wordt aan den Voorzitter en aan de leden van den Mynraad eene verhooging van 1,000 frank en aan den griffier eene van 750 frank toegekend. Die verhoogingen mogen samen, per belanghebbende, niet meer dan 6,000 frank bedragen.

ART. 10.

De leden van den Mynraad ontvangen de standplaats-, de gezins- en de geboortetoelagen die aan de ambtenaren der bestuurlijke orde verleend worden.

CHAPITRE IV.

Des traitements des membres
du clergé du culte catholique

ART. 11.

Les traitements des membres du clergé du culte catholique, payés par l'État, sont fixés ainsi qu'il suit :

Clergé supérieur.

Archevêque fr.	50,000
Évêques	40,000
Vicaires généraux de l'archevêché	13,000
Vicaires généraux des évêchés	12,000
Chanoines de l'archevêché	8,000
Chanoines des évêchés	7,500
Secrétaires de l'archevêché	6,500
Secrétaires des évêchés	6,000

Clergé inférieur.

Curés de première classe . fr.	4,800
Curés de seconde classe . . .	4,200
Desservants	3,600
Chapelains et vicaires	3,000

ART. 12.

Par dérogation à l'article 2, la partie mobile afférente aux traitements prévus à l'article 11, est réduite aux trois cinquièmes des taux normaux.

HOOFDSTUK IV.

Wedden
van de katholieke geestelijkheid.

ART. 11.

De wedden der geestelijken van den katholieken eeredienst, die uit de Staatskas trekken, worden bepaald als volgt :

Hoogere geestelijkheid.

Aartsbisschop fr.	50,000
Bisschoppen	40,000
Vicarissen-generaal van het aartsbisdom	13,000
Vicarissen-generaal van de bisdommen	12,000
Kanunniken van het aartsbisdom	8,000
Kanunniken van de bisdommen	7,500
Secretarissen van het aartsbisdom	6,500
Secretarissen van de bisdommen	6,000

Lagere geestelijkheid.

Pastoor eerste klasse	4,800
Pastoor tweede klasse	4,200
Kerkbedienaars	3,600
Kapelaans en onderpastoors	3,000

ART. 12.

Met afwijking van artikel 2, wordt het veranderlijke deel in verband met de wedden voorzien onder artikel 11, tot de drie vijfden der gewone bedragen verminderd.

CHAPITRE V.**Des traitements des députés permanents.****ART. 13.**

Le traitement de 8,400 francs prévu à l'article 103, nouveau, de la loi provinciale est porté à 12,000 francs.

Il n'est pas susceptible de recevoir l'accroissement de la partie mobile et des indemnités de résidence, de famille et de naissance.

CHAPITRE VI.**Des traitements des instituteurs.****ART. 14.**

Les articles 29, 30*d*, 31*a*, 32 de la loi organique de l'enseignement primaire sont remplacés par les dispositions suivantes :

« ART. 29. — Le Conseil communal arrête le traitement des instituteurs.

» Le traitement comprend nécessairement :

» 1° Une partie fixe dont le montant est de 4,800 francs;

» 2° Au-delà du nombre indice 300, une partie mobile qui varie sur les bases de 300 et de 400 francs, par tranches indivisibles de 30 points, comme il est dit aux articles 1, 2 et suivant, que le total de la partie fixe, de l'indemnité de logement, des augmentations périodiques et de l'indemnité de direction est inférieur ou au moins égal à 8,000 francs;

» 3° Pour les instituteurs et les institutrices mariés, les instituteurs veufs

HOOFDSTUK V.**Wedden van de bestendige afgevaardigden.****ART. 13.**

De in het nieuw artikel 103 van de provinciale wet voorziene jaarwedde van 8,400 frank wordt tot 12,000 frank opgevoerd.

Die wedde is niet vatbaar voor vermeerdering met het veranderlijke deel, noch met de standplaats-, gezins- en geboortetoelagen.

HOOFDSTUK VI.**Wedden der onderwijzers.****ART. 14.**

Artikelen 29, 30*d*, 31*a*, 32 der wet tot regeling van het lager onderwijs worden door volgende bepalingen vervangen ;

» ART. 29. — De Gemeenteraad stelt de wedde der onderwijzers vast,

» De wedde bestaat noodzakelijk uit :

» 1° Een vast deel waarvan het bedrag 4.800 frank is;

» 2° Boven het index-nummer 300; een veranderlijk deel dat schommelt op de grondslagen van 300 of van 400 fr., per ondeelbare schijven van 30 punten, zooals vermeld onder artikelen 1 en 2 en naar gelang het vaste deel, de huishuurvergoeding, de periodieke verhoogingen en de bestuursvergoeding te zamen minder dan of minstens 8.000 frank bedragen;

» 3° Voor de gehuwde onderwijzers en onderwijzeressen, de onderwijzers-

et les institutrices veuves ayant des enfants à charge âgés de moins de 21 ans, qui exercent leurs fonctions et résident dans les agglomérations bruxelloise, anversoise, liégeoise et carolorégienne une indemnité de résidence fixée :

» a) Pour l'agglomération bruxelloise à 750 ou 1,000 francs, suivant que le traitement des bénéficiaires est inférieur ou au moins égal à 10,000 fr. ;

» b) Pour les agglomérations anversoise, liégeoise et carolorégienne à 600 ou 800 francs, suivant la distinction établie au littéra a.

Pour l'application de cette disposition, le traitement s'entend de la partie fixe, des augmentations périodiques et de l'indemnité de direction réunies.

» La composition des agglomérations précitées est déterminée comme pour les agents de l'État ;

» 4^o Une indemnité familiale et une indemnité de naissance calculée comme pour les agents de l'État.

» Toutefois, l'indemnité familiale ne prend cours que le 1^{er} janvier ou le 1^{er} juillet suivant la naissance de l'enfant et elle cesse aux mêmes dates après le décès de l'enfant ou après la cessation de la charge d'entretien ;

» 5^o Une indemnité de logement fixée comme suit :

Dans les communes de :

5,000 habitants et moins.	fr. 200
5,001 à 40,000 habitants	300
40,001 à 100,000 habitants	400
de plus de 100,000 habitants.	500

» Cette indemnité est doublé :

» a) Pour les instituteurs mariés ainsi que pour les veufs ou les veuves

weduwnaars en de onderwijzeressen-weduwen die kinderen beneden de 21 jaar ten laste hebben, die hunne functiën uitoefenen en verblijven in de agglomeratie van Brussel, Antwerpen, Luik of Charleroi, eene standplaatstoelage vastgesteld.

» a) Voor de Brusselsche agglomeratie op 750 of 1.000 frank naar gelang de wedde der rechthebbenden minder dan of minstens 10,000 frank bedraagt ;

» b) Voor de agglomeratie van Antwerpen, Luik of Charleroi, op 600 of 800 frank volgens het onder litt. a gemaakte onderscheid.

Voor de toepassing van die bepaling wordt door wedde verstaan, het vaste deel, de periodieke verhoogingen en de bestuursvergoeding te zamen.

» De samenstelling van voormelde agglomeraties wordt vastgesteld zooals voor de Staatsagenten ;

» 4^o Eene gezins- en eene geboortetoelage berekend zooals voor de Staatsagenten.

» De gezinstoelage gaat nochtans slechts in op 1 Januari of op 1 Juli volgende aan de geboorte van het kind en houdt op op dezelfde datums na het overlijden van het kind of na het ophouden van den onderhoudslast ;

» 5^o Eene huishuurvergoeding vastgesteld als volgt :

In de gemeenten van :

5,000 inwoners en minder	fr. 200
5,001 tot 40,000 inwoners	300
40,001 tot 100,000 inwoners	400
van meer dan 100,000 inwoners	500

» Die vergoeding wordt verdubbeld :

» a) Voor de gehuwde onderwijzers, alsmede voor de weduwnaars en wedu-

avec un ou plusieurs enfants à charge âgés de moins de 21 ans;

» b) Pour les chefs d'école.

» L'institutrice mariée ne peut percevoir que l'indemnité simple si elle n'est chef d'école.

» Les communes sont classées d'après la population de droit constatée dans le dernier recensement décennal. Le Roi peut, le Conseil communal et la Députation permanente entendus, décider que les communes faisant partie d'une agglomération ou qui se trouvent dans des situations économiques spéciales, seront, pour la fixation de l'indemnité de logement, classées dans une catégorie supérieure.

» N'ont pas droit à l'indemnité de logement, les instituteurs et les institutrices qui ont la jouissance d'un logement scolaire.

» L'instituteur et l'institutrice conjoints ne peuvent prétendre qu'à un seul logement ou à une indemnité double de logement.

» Le traitement des maîtres spéciaux chargés d'enseigner certaines branches dans les écoles où le personnel n'a pas les aptitudes spéciales pour donner cet enseignement, est calculé à raison de 4 % du revenu des instituteurs par heure hebdomadaire des cours, si les intéressés sont porteurs d'un diplôme d'instituteur ou de régent. Il est fixé aux trois quarts pour les agents ne possédant pas le titre susdit, mais réunissant les conditions à fixer par arrêté royal.

» Si les cours sont suspendus faute d'élèves, le traitement peut être réduit ou supprimé par le Ministre des Sciences et des Arts, conformément aux disposi-

wen met één of meerdere kinderen beneden de 21 jaar ten laste;

» b) Voor de schoolhoofden.

» De gehuwde onderwijzeres heeft slechts recht op eene enkele vergoeding, indien zij geen schoolhoofd is.

» De gemeenten worden ingedeeld naar het cijfer der bevolking van rechtswege, vastgesteld door de jongste tienjaarlijksche volksopstelling. De Koning kan, na den gemeenteraad en de bestendige deputation te hebben gehoord, beslissen dat gemeenten, die deel uitmaken van eene agglomeratie of zich in bijzondere economische toestanden bevinden, tot bepaling der huishuurvergoeding in een hoogere klassen zullen gerangschikt worden.

» Onderwijzers en onderwijzeressen, die een schoolhuis bewonen, mogen geen aanspraak maken op de huishuurvergoeding.

» De met elkander gehuwde onderwijzer en onderwijzeres mogen slechts aanspraak maken op een enkele woning of op één dubbele huishuurvergoeding.

» De wedde der bijzondere leermeesters die belast zijn met onderwijs te geven in sommige vakken in de scholen waar het gewoon personeel daartoe niet bekwaam is, wordt berekend tegen 4 t. h. van het inkomen der onderwijzers voor elke uur les per week, indien de belanghebbenden houder zijn van een diploma van onderwijzer of van regent. Zij is vastgesteld op de drie vierden voor de agenten die bovengemelden titel niet bezitten, maar voldoen aan de eischen vast te stellen bij Koninklijk besluit.

» Indien de lessen, bij gebreke aan leerlingen, geschorst zijn, mag de wedde verminderd of afgeschaft worden door den Minister van Kunsten en Weten-

tions à déterminer par arrêté royal.

» ART. 30*d*. — Sous réserve des situations acquises, le traitement (partie fixe et partie mobile) des instituteurs, non mariés vivant en commun, des écoles communales adoptées et adoptables est fixé à la moitié du traitement prévu pour les instituteurs laïcs. L'indemnité de logement n'est due qu'aux chefs d'école; elle est calculée sur les bases établies à l'article précédent pour les instituteurs communaux.

» La commune est tenue d'allouer annuellement à toute école adoptée une somme suffisante pour payer les fournitures classiques des enfants ayant droit à l'instruction gratuite, qui sont admis dans cette école.

» ART. 31*a*. — Il sera accordé quatorze augmentations biennales de 300 francs pour les instituteurs laïcs et de 150 francs pour les instituteurs non mariés vivant en commun. Ces augmentations sont dues à partir du 1^{er} janvier; la première période biennale de service prend cours au 1^{er} janvier de l'année dans laquelle l'intéressé est entré en fonctions.

» Les augmentations ne seront pas dues aux instituteurs qui n'auront pas rempli complètement leurs devoirs tels qu'ils sont définis par les lois et règlements.

» ART. 32. — Une indemnité de direction, calculée à raison de 200 francs par classe, est attribuée aux chefs d'école, titulaires d'une classe ainsi qu'aux déchargés de classe qui ont la

schappen, overeenkomstig de bepalingen vast te stellen bij Koninklijk besluit.

» ART. 30*d*. — Onder voorbehoud der verworven toestanden, wordt de wedde (vast deel en veranderlijk deel) der in gemeenschap levende ongehuwde onderwijzers van de aangenomen en aanneembare gemeentescholen vastgesteld op de helft van de voor de wereldlijke onderwijzers voorziene wedde. De huishuurvergoeding is alleen verschuldigd aan de schoolhoofden; zij wordt berekend op de onder voorgaand artikel vóór de gemeente-onderwijzers gevestigde grondslagen.

» De gemeente is er toe gehouden jaarlijks aan elke aangenomen school een voldoende som te verleen tot betaling van het schoolgerief van de in die school toegelaten kinderen, die op kosteloos onderwijs recht hebben.

» ART. 31*a*. — Veertien tweejaarlijksche verhoogingen van 300 of 150 frank worden onderscheidenlijk toegekend aan de wereldlijke en aan de in gemeenschap levende ongehuwde onderwijzers. Die verhoogingen zijn verschuldigd te rekenen van 1 Januari; het eerste tweejaarlijksch tijdvak gaat in op 1 Januari van het jaar waarin de belanghebbende in dienst getreden is.

» De verhoogingen worden echter niet verleend aan de onderwijzers die hunne plichten, zooals deze omschreven zijn bij de wet of de reglementen, niet ten volle hebben volbracht.

» ART. 32. — Eene bestuurvergoeding, berekend tegen 200 frank per klas, wordt toegekend aan de schoolhoofden die met eene klas belast zijn, alsmede aan diegenen die geen klas geven

direction de huit classes au moins. en die de leiding hebben over minstens acht klassen.

» Cette indemnité ne peut être inférieure à 400 francs, ni supérieure à 1,000 francs ». » Die vergoeding mag niet minder dan 400 frank, noch meer dan 1,000 frank bedragen. »

ART. 15.

ART. 15.

La seconde partie de l'article 33 à partir des mots : « Les subsides du texte suivant qui deviendra l'article 34 :

Het tweede deel van artikel 33 te beginnen met de woorden : « De Staatstoelagen. . » wordt vervangen door volgende tekst, die artikel 34 wordt :

» Les subsides de l'État aux écoles gardiennes qui se soumettent aux dispositions de l'article 33 seront équivalents aux traitements du personnel.

» De Staatstoelagen aan de bewaarscholen, die zich onderwerpen aan de bepalingen van artikel 33, zijn gelijk aan de wedden van het personeel.

» Sous réserve des situations acquises, le traitement des institutrices gardiennes comprend :

» Onder voorbehoud der verworven toestanden, bestaat de wedde der bewaarschoolonderwijzeressen uit :

a) *Pour les institutrices laïques :*a) *Voor de wereldlijke onderwijzeressen :*

» 1^o Une partie fixe s'élevant à 3,600 francs ;

» 1^o Een vast deel dat 3,600 frank bedraagt ;

» 2^o Une partie mobile, des indemnités de logement, de résidence, de famille et de naissance, calculées comme pour les institutrices primaires ;

» 2^o Een veranderlijk deel, eene huishuurvergoeding, standplaats-, gezins- en geboortetoelagen berekend zooals voor de lagere onderwijzeressen ;

» 3^o Quatorze augmentations biennales de 225 francs, accordées dans les mêmes conditions qu'aux institutrices primaires ;

» 3^o Veertien tweejaarlijksche verhoogingen van 225 frank, in dezelfde voorwaarden toegekend als aan de lagere onderwijzeressen ;

b) *Pour les institutrices non mariées vivant en commun :*b) *Voor de in gemeenschap levende ongehuwde onderwijzeressen :*

» Une partie fixe, une partie mobile et des augmentations périodiques équivalentes à la moitié des émoluments correspondants dont jouissent les institutrices laïques. L'indemnité de logement n'est due qu'aux chefs d'école ; elle est déterminée comme pour les institutrices primaires.

» Een vast deel, een veranderlijk deel en periodieke verhoogingen gelijk aan de helft der overeenkomende bezoldigingen die de wereldlijke onderwijzers genieten. De huishuurvergoeding is alleen verschuldigd aan de schoolhoofden ; zij wordt bepaald zooals voor de lagere onderwijzeressen.

» Les institutrices gardiennes, chefs d'école, jouissent en outre d'une indemnité de direction calculée à raison de

» De bewaarschoolonderwijzeressen, schoolhoofd, genieten daarenboven eene bestuursvergoeding berekend tegen

150 francs par classe avec maximum de 750 francs.

« La liquidation de ces subsides s'effectue comme celle des subsides en faveur des écoles primaires. »

ART. 16.

Les articles 34 et 53 sont abrogés.

CHAPITRE VII.

Disposition commune.

ART. 17.

Les avantages concédés par la présente loi sont acquis aux bénéficiaires à partir du 1^{er} juillet 1924 ou à partir de leur nomination, si elle est postérieure, sous déduction de toutes sommes attribuées depuis lors à titre de traitement et d'indemnités accessoires.

CHAPITRE VIII.

Des mesures tendant à maintenir la péréquation des traitements et à faciliter l'instauration du nouveau régime.

ART. 18.

Il est institué un comité consultatif au Ministère des Finances pour l'examen des questions se rapportant aux traitements et aux allocations généralement quelconques que supporte l'État, en totalité ou en partie, par paiement direct ou par voie de subside et dont la détermination appartient au Gouvernement, aux Ministres et à leurs délégués.

150 frank per klas met maximum van 750 frank.

» De verevening van die toelagen geschiedt zooals deze van de toelagen ten bate van de lagere scholen ».

ART. 16.

Artikelen 34 en 53 worden ingetrokken.

HOOFDSTUK VII.

Gemeenschappelijke bepaling.

ART. 17.

De bij deze wet voorziene voordeelen worden den rechthebbenden verleend van 1 Juli 1924 af, of te rekenen van hunne benoeming indien deze van lateren datum is, met aftrek van alle sommen welke hun sindsdien ten titel van wedde en bijkomende vergoedingen toegekend werden.

HOOFDSTUK VIII.

Maatregelen tot handhaving van de gelijke verhooging der wedden en tot vergemakkelijking van het invoeren van het nieuw regime.

ART. 18.

Bij het Ministerie van Financiën wordt een raadgevend comiteit ingesteld voor het onderzoek der vraagstukken in verband met de wedden en met de hoe ook genaamde toeslagen, welke, geheel of gedeeltelijk, gedragen worden door den Staat, door rechtstreeksche betaling of bij wege van toelage en waarvan de vaststelling berust bij de Regeering, bij de Ministers of bij hunne gemachtigden.

Le Roi règle la composition et le fonctionnement du Comité.

Le mandat des membres est gratuit.

ART. 19.

Le Comité donne son avis sur toutes les propositions comportant revision de dispositions organiques relatives aux traitements et allocations.

Les décisions et arrêtés mentionnent s'ils sont pris de l'avis conforme ou de l'avis contraire du Comité.

Par dérogation à l'article 8 de la loi du 10 juin 1924 contenant le Budget du Ministère des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes pour l'exercice 1924, les décisions et arrêtés sont contresignés par le Ministre des Finances lorsqu'ils intéressent le personnel de l'Administration des chemins de fer de l'État.

ART. 20.

Les Conseils provinciaux et communaux arrêtent, dans les limites des règlements adoptés pour les agents de l'État, le barème des traitements de leur personnel ainsi que les autres avantages qui lui sont accordés.

Les délibérations des Conseils communaux statuant sur ces objets sont transmises dans les 48 heures au Gouverneur de la province.

L'article 125 de la loi provinciale ainsi que les articles 86 et 87 de la loi communale sont applicables aux règlements provinciaux et communaux qui seraient contraires aux règlements généraux en matière de rémunération du personnel.

De Koning regelt de samenstelling en de werking van dit Comité.

Het mandaat der leden is kosteloos.

ART. 19.

Het Comité geeft zijn advies over al de voorstellen die eene herziening behelzen van de organieke bepalingen betreffende de wedden en toeslagen.

De beslissingen en besluiten dienen te vermelden of zij genomen worden overeenkomstig of in strijd met het advies van het Comité.

Met afwijking van artikel 8 der wet 10 Juni 1924 houdende de Begrooting van het Ministerie van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafen voor het dienstjaar 1924, moeten de beslissingen en besluiten mede onteekend worden door den Minister van Financiën wanneer zij het personeel van het Beheer der Staatsspoorwegen aangaan.

ART. 20.

De Provincie- en Gemeenteraden bepalen, binnen de grenzen van de voor de Staatsagenten aangenomen reglementen, den rooster der wedden van hun personeel alsmede de andere voordelen welke aan hetzelfde toegekend worden.

De beraadslagingen der Gemeenteraden, welke op die voorwerpen beslissen, worden binnen de acht en veertig uren aan den Gouverneur der provincie overgemaakt.

Artikel 125 der provinciewet, alsmede artikelen 86 en 87 der gemeentewet zijn toepasselijk op de provincie- en gemeentereglementen die zouden strijdig zijn met de algemeene reglementen in zake bezoldiging van het personeel.

ART. 21.

§ 1. — Au service de l'État, des provinces, des communes et des établissements charitables, il est interdit :

1° De recevoir de deux ou de plusieurs de ces organismes, par suite de cumul, les allocations accessoires qui seraient attachées à la résidence ou à la composition de la famille.

Le cas échéant, la charge des indemnités de l'espèce n'est assumée que par celui des services qui paie le traitement principal le plus élevé.

2° De cumuler en entier les traitements organiques de ceux ou plusieurs fonctions considérées comme emplois de carrière.

En cas de cumul de pareilles fonctions, les traitements autres que le plus élevé sont réduits à moitié.

§ 2. — Lorsque les époux non divorcés ni séparés judiciairement de corps occupent l'un et l'autre un emploi rémunéré par les organismes visés au paragraphe précédent, les allocations accessoires de résidence et de famille ne peuvent être payées qu'une fois et au taux le plus favorable, si la loi n'en a disposé autrement.

ART. 22.

Les revenus des Caisses des veuves et orphelins établies en exécution des lois du 21 juillet 1844 et du 27 mai 1870 peuvent être déterminés ou modifiés par arrêté royal.

ART. 21.

§ 1. — In dienst van den Staat, van de provinciën, van de gemeenten en van de liefdadige instellingen is het verboden :

1° Van eene of van verscheidene van die instellingen, ten gevolge van cumulatie, de bijkomende toeslagen te ontvangen in verband met de standplaats of met de samenstelling van het gezin.

Desgevallend wordt de last van bewuste toeslagen gedragen door den dienst die de hoogste hoofdwedde betaalt;

2° De organieke wedden van twee of verscheidene als heroepsbetrekkingen bechouwde functiën geheel te cumuleeren.

In geval van cumulatie van dergelijke functiën worden de wedden, de hoogste uitgenomen, met de helft verminderd.

§ 2. — Wanneer echtgenooten die, noch uit den echt, noch gerechtelijk van tafel en bed gescheiden zijn, beiden eene betrekking bekleeden die door de onder voorgaande paragraaf bedoelde instellingen bezoldigd is, mogen de standplaats- en de gezinstoelage slechts eenmaal betaald worden en op voet van het voordeeligste bedrag, bijaldien daaromtrent bij de wet niets anders bepaald is geworden.

ART. 22.

De inkomsten van de in uitvoering der wetten van 21 Juli 1844 en van 21 Mei 1870 opgerichte Kassen voor weduwen en weezen mogen bepaald of gewijzigd worden bij koninklijk besluit.

Disposition transitoire.**ART. 23.**

Dans les traitements comprenant une partie fixe et une partie mobile, la partie fixe entrera seule provisoirement en compte pour le calcul des pensions servies par le Trésor public, par la Caisse des ouvriers des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes, par la Caisse d'assurance et de retraite des fonctionnaires et employés repris du Grand Central belge, par la Caisse d'assurance et de retraite des fonctionnaires et employés repris de la Société anonyme de la Flandre occidentale, ainsi que par les Caisses des veuves et orphelins établies en exécution des lois du 21 juillet 1844, du 27 mai 1870, du 23 mai 1888 et du 8 août 1921.

Il en est de même pour les prélèvements des retenues au profit des caisses précitées.

Donné à Bruxelles, le 25 novembre 1924.

Overgangsbepaling.**ART. 23.**

Van de wedden bestaande uit een vast deel en een veranderlijk deel, komt voorloopig alleen het vast deel in aanmerking voor het berekenen van de pensioenen uitgekeerd door de Openbare Schatkist, door de Werkliedenkas van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafen, door de Verzekerings- en pensioenkas der ambtenaren en beambten overgenomen van den Grand Central belge, door de Verzekerings- en pensioenkas van de ambtenaren en beambten overgenomen van de Naamlooze Vennootschap van West-Vlaanderen, alsmede door de Kassen voor weduwen en weezen opgericht in uitvoering der wetten van 21 Juli 1844, van 27 Mei 1870, van 23 Mei 1888 en van 8 Augustus 1921.

Zulks geldt eveneens voor de afhoudingen ten bate van voormelde kassen.

Gegeven te Brussel, den 25ⁿ November 1924.

ALBERT.

PAR LE ROI :

*Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,*

VAN 'S KONINGS WEGE :

*De Eerste Minister,
Minister van Financiën,*

G. THEUNIS.

Le Ministre de la Justice,

De Minister van Justitie,

F. MASSON.

Le Ministre des Affaires Étrangères, | De Minister van Buitenlandsche Zaken,

PAUL HYMANS.

Le Ministre des Sciences et des Arts, | *De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,*

P. NOLF.

*Le Ministre de l'Intérieur
et de l'Hygiène,* | *De Minister van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid,*

P. POULLET.

*Le Ministre de l'Agriculture
et des Travaux publics,* | *De Minister van Landbouw
en van Openbare Werken,*

B^{on} RUZETTE.

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et de la Prévoyance sociale,* | *De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Maatschappelijke Voorzorg,*

P. TSCHOFFEN.

*Le Ministre des Chemins de fer, Marine,
Postes et Télégraphes,* | *De Minister van Spoorwegen, Zeewezen,
Posterijen en Telegrafen.*

XAVIER NEUJEAN.

Le Ministre de la Défense Nationale, | *De Minister van Landsverdediging,*

P. FORTHOMME.

Le Ministre des Colonies, | *De Minister van Koloniën,*

H. CARTON.

Le Ministre des Affaires Économiques, | *De Minister van Economische Zaken,*

R. MOYERSON.
